



Alex Lepesant

Die Provinzialstände

Eine politische Institution im Großherzogtum Luxemburg
(1815 – 1830) Teil II

Josiane Weber

*... wenn nur der Graf Stolberg da wäre und mir aus der Patsche
raushelfen würde!*

Unbekannte Briefe der Großherzogin Marie Adelheid
an Graf Stolberg

Max Schmitz

Eine Urkunde für Roth an der Our

(Fortsetzung von „Fünfzehn Urkunden für Vianden“)

Rapports de recherche / Forschungsberichte

Comptes rendus / Rezensionen

Abstracts

Rainer NEU, Willibrord und die Christianisierung Europas im Frühmittelalter (Urban Kohlhammer Taschenbücher), Stuttgart: Verlag W. Kohlhammer, 2021, 211 p., ISBN: 978-3-17-039646-3, 29 €.

Cet ouvrage publié dans la collection *Urban Kohlhammer Taschenbücher* s'adresse avant tout au grand public et a pour ambition de fournir une biographie de Willibrord thématisée dans le contexte de la christianisation de l'Europe entre Antiquité tardive et haut Moyen-Âge. De fait, si de nombreuses études publiées récemment sur le processus de christianisation de l'Europe au haut Moyen-Âge mentionnent son activité, peu ont été dédiées spécifiquement à sa personne et à sa carrière, si l'on excepte les actes de colloques réunis lors des commémorations, que ce soit aux Pays Bas (en 1989) ou surtout au Luxembourg (l'on pense aux différents volumes édités par le CLUDEM à l'occasion des célébrations de la « fondation » de l'abbaye d'Echternach en 1998). La dernière monographie dédiée à Willibrord remonte d'ailleurs à 1989 et est due à l'auteur néerlandais Anton Weiler, *Willibrords missie. Christendom en cultuur in de zevende en achtste eeuw. Met een vertaling van de vornaamste literaire bronnen*, Hilversum, 1989 (non cité dans la bibliographie).

L'auteur est théologien et sociologue et a enseigné à l'Université de Duisburg-Essen. Il ne semble cependant pas être historien, ni surtout spécialiste de la période médiévale. Néanmoins, il a réuni une bibliographie relativement importante, particulièrement en allemand et anglais, qui lui permet de présenter une synthèse des connaissances actuelles de l'activité de Willibrord.

Le livre se compose de 24 chapitres de 6 à 12 pages en moyenne. Les trois premiers fournissent ensemble une introduction, le premier est thématique (c.1). Le suivant (c.2) présente brièvement les sources, notoirement rares en ce qui concerne Willibrord : essentiellement des chapitres de l'*Histoire ecclésiastique* de Bède, vers 731, la *Vie* de Willibrord par Alcuin (en deux livres, l'un en prose, l'autre en vers) vers 796, celle plus tardive par Thiofrid d'Echternach vers 1104/5, des sources narratives auxquelles s'ajoutent le *Calendrier* de Willibrord, contemporain de ce dernier et une vingtaine de chartes contenues dans le *Liber Aureus* d'Echternach, un cartulaire-chronique compilé entre 1191 et 1221 afin de constituer un « dossier » en vue de défendre les intérêts de la communauté face à l'évêque de Trèves. Cette dernière source étant essentielle à la bonne compréhension de l'activité du personnage.

Les chapitres suivants sont organisés d'une manière chronologique, portant soit sur des aspects de la biographie de Willibrord, soit sur des thématiques liées à ces épisodes.

Ainsi sa formation en Angleterre (c. 4, 5), son séjour en Irlande (c. 6), son activité en Frise (c. 7, 8), et entre Meuse et Escaut, en Toxandrie (c. 9), et son ordination à Rome en tant qu'évêque d'Utrecht (c. 10). Vient ensuite la fondation d'Echternach (c. 11) et une présentation de la production culturelle de l'abbaye et des principaux manuscrits qui lui sont reliés (c. 12). Suit un chapitre sur le voyage légendaire en Frise (c.13) auquel sont liés deux chapitres traitant l'un des méthodes missionnaires (c. 14) et l'autre de la destruction des lieux de cultes païens (c. 15) ainsi que de l'activité de Willibrord en Basse-Franconie et Thuringe (c. 16). Ce dernier a le mérite de rappeler qu'il convient d'étendre son champ d'action au-delà de la Frise. Les derniers chapitres traitent des relations entre Willibrord et les dirigeants francs, condition essentielle tant pour la bonne marche de l'activité missionnaire que pour l'assistance dans la fondation de communautés ; dans le cas de Willibrord, Pépin (c. 17) et ensuite Charles Martel (c. 19). Ce dernier étant réputé avoir vaincu les Sarrasins à Poitiers en 732, l'auteur consacre un chapitre, quelque peu inutile à notre avis, à l'époque de Willibrord et l'Islam (c. 20). Plus pertinents sont les derniers chapitres, examinant des relations avec d'autres religieux ; Wilfrid, qui aurait rencontré Willibrord en Frise, selon Bède (c. 18) et surtout Wynfrid-Boniface, autre religieux anglo-saxon, le futur « apôtre de la Germanie » et fondateur de Fulda, qui débuta sa carrière auprès de Willibrord (c. 21), auquel fait suite un autre chapitre très intéressant consacré à Willibrord et à la Basse-Rhénanie (c. 22). Se basant sur des études solides, Neu montre les limites de l'activité attribuable à Willibrord dans ces régions. Vient logiquement un chapitre sur les dernières années de Willibrord (c. 23) et une conclusion (c. 24).

Quelques remarques cependant :

Tout d'abord, si l'auteur semble conscient des limites inhérentes aux différentes sources hagiographiques, il accorde selon nous une trop grande confiance au témoignage d'Alcuin, qui constitue il est vrai la seule source narrative consacrée exclusivement à Willibrord. Alcuin connaissait certes bien la communauté et était de plus apparenté au saint qu'il célébrait. Toutefois, elle est notoirement frustrante dans la mesure où le parti-pris hagiographique d'Alcuin était de mettre l'accent sur les voyages et la dimension évangélisatrice du personnage aux dépens d'autres aspects de son activité, créant une image déformée de celle-ci. Une image qui a formé les représentations ultérieures du saint, pratiquement jusqu'à nos jours. Il semble bien que ce choix ait été dicté par le contexte politico-religieux de la fin du VIII^e siècle, marqué par l'incorporation de la Saxe dans l'empire franc et la christianisation des Saxons. Il visait à promouvoir un type particulier de saint évangélisateur, comme l'a montré Ian Wood, *The Missionary Life. Saints and the Evangelisation of Europe 400-1050*, Harlow, 2001, p. 79-99, un ouvrage qui ne figure pas dans la bibliographie.

Ensuite, l'auteur considère que les religieux anglo-saxons et irlandais jouèrent un rôle moteur à partir de la fin du VI^e siècle dans le développement de la christianisation et de la culture antique en Gaule et en Germanie. Sans être remise totalement en cause, une telle perspective est désormais quelque peu datée. Le rôle des Irlandais, en particulier, est désormais revu à la baisse. De même l'auteur opère une distinction quelque peu schématique entre Irlandais et Anglo-Saxons, tant au niveau de l'organisation ecclésiastique – les premiers, à l'image de Colomban, étant présentés comme des

ascètes radicaux et intransigeants face aux souverains, partisans d'une organisation ecclésiastique de type monastique, les seconds comme des partisans d'une organisation de type épiscopal centré sur Rome – que de l'organisation de la mission, les Anglo-Saxons étant présentés comme plus pragmatiques, cherchant à s'appuyer sur les autorités séculières afin d'assurer le succès de leur entreprise. Willibrord, formé en Angleterre et en Irlande, constituerait dans cette perspective un cas hybride des plus intéressants. Sa dimension irlandaise a d'ailleurs fait l'objet de réévaluations depuis les années 1980. En fait, la situation des églises insulaires était bien plus complexe ; l'on trouvait des tendances internationalistes/pro romaines ou au contraire localistes, tant chez les Irlandais qu'auprès des Anglo-Saxons. Ecgerht, chez qui Willibrord se rend en Irlande selon Bède, est ainsi un Anglo-Saxon qui joue d'ailleurs, dans l'*Histoire ecclésiastique* un rôle clé, celui de convertir Iona, le dernier grand monastère gaélique, situé au large de l'Ecosse, à l'obédience romaine. Il est donc particulièrement difficile d'évaluer l'éventuel héritage « irlandais » de Willibrord.

Dans l'ensemble, il s'agit d'une synthèse assez classique dans sa forme et son contenu, mais dont la qualité dépend des ressources bibliographiques mises en œuvre. Néanmoins, nous attendons toujours une synthèse tenant compte plus largement de l'historiographie récente (et abondante !) sur la christianisation de l'Europe du Nord-Ouest, et surtout de la complexité d'interprétation des sources primaires. En ce sens, la publication de la thèse, défendue récemment au Trinity College de Dublin par Michel Summer, actuellement en poste à l'Université de Heidelberg, devrait constituer la nouvelle référence sur Willibrord.

Hérolde Pettiau

Wolfgang HUSCHNER / Theo KÖLZER / Marie Ulrike JAROS (Hg.), *Herrscherurkunden für Empfänger in Lotharingen, Oberitalien und Sachsen (9.–12. Jahrhundert). I diplomi dei sovrani per i destinatari in Lotaringia, Italia settentrionale e Sassonia (secoli IX–XII), (Italia Regia – Fonti e ricerche per la storia medievale, 2); Leipzig: Eudora, 2020; 416 S.; ISBN 978-3-938533-43-7; 89 €.*

Der von Wolfgang Huschner, Theo Kölzer und Marie Ulrike Jaros herausgegebene Sammelband beinhaltet insgesamt 24 Beiträge in deutscher, französischer und italienischer Sprache. Er ist als zweiter Teil einer noch jungen Reihe erschienen, die der Untersuchung früh- und hochmittelalterlicher Herrscherdiplome im *Regnum Italiae* und anderen Regionen des Reiches gewidmet ist. Als Empfängerregionen stehen in diesem Band Lotharingen, Oberitalien und Sachsen im Fokus. Vorrangig ergründen möchten die zwei Herausgeber und die Herausgeberin, welche Interessen die an der Urkundenausstellung beteiligten Akteure verfolgten, welche zeitgenössischen Funktionen die Herrscherdiplome in ihrem jeweiligen Kontext erfüllen sollten und welche Bedeutung ihren inneren wie äußeren Merkmalen im Hinblick auf diese Funktionen zuzuschreiben ist (S. 7). Besondere Berücksichtigung sollen dabei Herrscherwechsel, Personalwechsel aufseiten der Empfängerinstitutionen, Rangerhöhungen des Herrschers (also Kaiserkrönungen) und Situationen gefährdeter oder konkurrierender Königs- und Fürstentherrschaft erfahren (S. 8f.). Darüber hinaus zielt der Band darauf ab, durch

unterschiedliche Fallstudien Vergleiche zwischen den drei Empfängerregionen zu ermöglichen und dadurch die Diskussionen um „Wechselwirkungen“ und Momente des „kulturellen Transfers“ zwischen ihnen weiter anzuregen (S. 9–11).

Der Ansatz, den wechselseitigen „Vertragscharakter“ (S. 7) des Herrscherdiploms als Resultat eines Aushandlungsprozesses zwischen dem Empfänger, den Vermittlern und dem Aussteller in einen überregionalen Untersuchungsrahmen zu betten, ist zweifelsohne innovativ. Er bietet die Chance, das Bedeutungsspektrum der Herrscherurkunden im Spannungsfeld zwischen regionalen und herrscherlichen Interessen schärfer zu konturieren, erfordert aber auch die Berücksichtigung zahlreicher potentieller Faktoren, die maßgeblich für den Ausstellungsprozess sein konnten, etwa die Bedeutung der Vorurkunden, politische Umstände oder die Gewohnheiten der Urkundenschreiber. Hierfür wurden den Beitragenden 18 „Leitfragen“ (S. 11) auf den Weg gegeben, die diesen Faktoren Rechnung tragen sollten. In der Einleitung wird zwar eingeräumt, dass diese Fragen nicht alle beantwortet werden konnten, aber zugleich unterstrichen, dass alle Beiträge „konkrete neue Beobachtungen und Ergebnisse“ präsentieren würden (S. 16). Dies ist zweifellos der Fall. Der Band liefert eine beeindruckende Fülle neuer Befunde, von denen nicht wenige etablierte Ansichten der MGH-Editoren oder andere ältere Forschungsmeinungen relativieren und darüber hinaus bislang verborgene Einblicke in die Hintergründe unterschiedlicher Ausstellungsprozesse gewähren.

So korrigiert Francesco Roberg mit gewichtigen Argumenten die Ansicht Theodor Schieffers zu einer zweifachen Beurkundung Radbods von Trier durch den lotharingischen König Zwentibold. Diese sei nicht als ein Nebeneinander von Kanzlei- und Empfängerausfertigung zu sehen, sondern als eine Art ‚Update‘ des Beurkundeten, der durch sprachliche Kniffe bestimmte Rechtsinhalte in den Vordergrund treten lassen wollte (S. 68–73). Andrea Stieldorf gelingt es auf Grundlage einer paläographischen und inhaltlichen Analyse, ein Diplom Ottos II. für das Trierer Kloster Oeren (D. O II. 55) als Fälschung zu entlarven, die dazu gedient habe, den Status als Königskloster zurückzuerlangen (S. 122f.). Karina Viehmann entkräftet den bisherigen Fälschungsverdacht für eine ganze Gruppe von Urkunden für die Bischofskirche von Parma aus dem späten 9. und frühen 10. Jahrhundert, indem sie Bischof Wibod als Empfängerschreiber zweier Stücke identifizieren kann und die historischen Entwicklungen der Bischofsstadt stärker berücksichtigt (S. 212–215). Hervorzuheben sind ferner vier Exkurse im Beitrag von Joachim Dahlhaus zur Echtheit und Bedeutung der spätkarolingischen, ottonischen und salischen Diplome für die Bischofskirchen von Metz und Toul (S. 89–98), von denen insbesondere die Urkunde Heinrichs III. für Metz eine Neubewertung erfährt, indem sie zu einer Fälschung auf Papst Leo IX. in Bezug gesetzt wird.

Hinsichtlich der Tragweite einzelner Perioden konkurrierender Königsherrschaft wird in mehreren Beiträgen deutlich, dass vor allem in Oberitalien und Lotharingen an der Wende vom 9. zum 10. Jahrhundert ein Anstieg der Herrscherurkundenproduktion zu verzeichnen ist, der auch qualitativ einen Einschnitt markierte. Die frühen italienischen Nationalkönige gewährten in ihren Diplomen nicht nur besondere Rechte, sondern urkundeten zusehends auch am Ort des Empfängers. Innerhalb der Überlieferung der

betroffenen Institutionen kam diesen Diplomen infolgedessen schnell eine besondere Bedeutung zu. Sie bildeten hier bisweilen zusammenhängende Urkundengruppen, die eine Vorbildfunktion für Nachurkunden und spätere Fälschungen übernahmen. Dies unterstreichen Nicolangelo d'Acunto für das Kloster Sant' Ambrogio in Mailand (S. 282), Karina Viehmann in Bezug auf die Bischofskirche von Parma (S. 211–213), Sebastian Roebert für das Kloster Santa Maria Theodota in Pavia (S. 261, 268–271) und Marie Ulrike Jaros mit Blick auf eine auf Berengar I. angefertigte Fälschung für Santa Maria in Reggio Emilia (S. 249). In Lotharingen gewährten, wie Joachim Dahlhaus (S. 83) und Francesco Roberg (S. 68) betonen, die in der Region nicht unumstrittenen Könige Karl III., Arnulf von Kärnten, sein Sohn Zwentibold und Karl der Einfältige weitreichende Sonderrechte für die Bischofskirchen von Toul und Trier. Zusätzlich erwiesen sich hier aber auch monastische Reformen als maßgeblicher Impuls herrscherlicher Beurkundungen, was Michel Margue in seinem Beitrag zu Echternach eingehend erläutert (S. 133–135).

Von zentraler Bedeutung sind darüber hinaus zwei weitere Befunde, die alle drei untersuchten Regionen betreffen. Zum einen bestand zwischen Beurkundungsinitiativen und Personalwechseln auf der Empfänger- oder Ausstellerseite bzw. Rangerhöhungen des Ausstellers offenbar kein direkter Zusammenhang (vgl. etwa Benoît-Michel Tock, S. 44; Theo Kölzer, S. 107–109; Michel Margue, S. 136; Reinhard Härtel, S. 168, 172). Entscheidender war vielmehr die physische Nähe des Herrschers, wie es Alexis Wilkin in Bezug auf die Lütticher Bischofskirche (S. 56) oder Thomas Vogtherr mit Blick auf das Bistum Halberstadt (S. 305) darlegen. Zum anderen wird deutlich, dass der Einfluss des Herrschers auf den Inhalt der Urkunden bei jenen Institutionen am stärksten hervortritt, denen entweder eine wichtige Rolle für das Memorialgedenken seiner Familie zukam (vgl. Wolfgang Huschner, S. 329) oder die für die Festigung seiner Herrschaft an der Peripherie des Reiches von strategischem Interesse waren. Letzteres streichen etwa Benoît-Michel Tock für die Bischofsstadt Cambrai unter Friedrich Barbarossa (S. 45f.) und Ingrid Würth für das Kloster Nienburg an der Saale in der Ottonenzeit (S. 370f.) heraus.

Um die zahlreichen neuen Befunde des Bandes und deren Gewicht im jeweiligen regionalen Forschungskontext sowie in Bezug auf vorausgegangene oder künftige Studien zum mittelalterlichen Urkundenwesen besser verorten zu können, wäre eine abschließende Synthese wünschenswert gewesen. Dies soll jedoch der Tatsache keinen Abbruch tun, dass die Beiträge die Bedeutung der Herrscherurkunden in den untersuchten Regionen vielfach in einem neuen Licht erscheinen lassen. Die dazu unternommenen Analysen ihrer äußeren Merkmale lassen sich dank 57 photographischen Abbildungen gut nachvollziehen. Hilfreich sind ferner die zahlreichen tabellarischen Zusammenstellungen zu den erwirkten Herrscherdiplomen einzelner Empfängerinstitutionen. Auch wenn nicht alle Fragen der Herausgeber und der Herausgeberin beantwortet werden konnten, so bieten sie dennoch geeignete Anknüpfungspunkte für weiterführende Forschungen. Abgerundet wird der Band durch ein Personen- und Ortsregister sowie durch ein Urkundenregister, das gezielte Zugriffe auf einzelne Stücke wesentlich erleichtert.

Hannes Engl (Aachen)

Pierre MONNET, Charles IV. Un empereur en Europe, Paris: Fayard, 2020; 393 p.; ISBN 978-2-213-69923-3; 24€.

Nach langjähriger Auseinandersetzung mit Karl IV., die sich u.a. in der Publikation einer ganzen Reihe von einschlägigen Aufsätzen, der Übersetzung der *Vita Caroli* ins Französische sowie einem Band zu herrscherlichen Autobiographien niederschlug, hat Pierre Monnet im Jahr 2020 seine Biographie *Charles IV. Un empereur en Europe* vorgelegt. Dieses Werk zum zweiten König und Kaiser aus dem Hause Luxemburg wurde 2021 mit dem *Prix du livre d'histoire de l'Europe*, verliehen vom Präsidenten des Europäischen Parlaments und der Europäischen Kommission in Frankreich, ausgezeichnet und mittlerweile auch auf Deutsch verlegt (wbg/Theiss).

Anliegen seines Buches, so Pierre Monnet, sei es, weder einfach die Vita einer herausragenden Persönlichkeit von der Wiege bis zum Grab zu erzählen, noch eine Herrscherfigur als bloßen Aufhänger für eine Studie über ein krisengebeuteltes Zeitalter zu nehmen (S. 13). Vielmehr gehe es um die Verschränkung beider Perspektiven, um den Schnittpunkt von Einzelperson und strukturellen Rahmenbedingungen, was Monnet bereits anhand der Gestaltung seiner Einleitung demonstriert: Seine Biographie nimmt ihren Ausgang von der Traumvision, die Karl 1333 im italienischen Terenzo erteilte und die er um 1350 in seiner Autobiographie festhielt (S. 9-11), um anschließend erstmals die Frage nach dem Zeitgeist jenes Jahrhunderts aufzuwerfen, in dem derart geträumt, gedacht und geschrieben wurde (S. 11-14). Dem erklärten Ziel, die Wirkungszusammenhänge von Zeitabschnitt und Individuum zu ergründen, wendet sich der Autor methodisch reflektiert über zwei Achsen zu: die Erinnerung im Sinne des kollektiven Gedächtnisses und die Geschichte (S. 14-19). Dabei ist es ihm wichtig zu betonen, dass eine biographische Annäherung an den Luxemburger Herrscher, der selbst fünf Sprachen sprach, Hoheitsrechte in verschiedenen Teilen Europas ausübte und dort auch durchaus unterschiedlich wahrgenommen wurde, gar nicht anders als multiperspektivisch gelingen könne (S. 19).

Monnets Karl-Biographie kommt in drei Teilen daher: I. *Conquérir*, II. *Régner*, III. *Durer*. Differenziert nach seiner Zeit als Prinz (1316-1346), König (1346-1355) und Kaiser (1356-1378) führt der erste Teil den/die Leser/in durch die zentralen Ereignisse und Phasen, die Karl als Herrscherpersönlichkeit prägten und/oder die der Luxemburger seinerseits entscheidend mitprägte, etwa die Beziehung zu seinem Vater Johann von Luxemburg und die Grundlagen, die dieser für die Herrschaft seines Sohnes in Böhmen und im Reich schuf (S. 31-38), Karls Wahl zum römischen König (S. 38-45), den Ausbau der böhmischen Landesherrschaft durch den jungen Monarchen (S. 48-55), die Aussöhnung mit den Wittelsbachern im Kontext des Thronstreits mit Ludwig IV. (S. 55-59), die Kaiserkrönung (S. 59-65) und die Verabschiedung der Goldenen Bulle (S. 67-87). Doch behält Monnet in diesem ersten Block nicht nur die Geschehnisse auf Reichsebene und in Karls böhmischen Territorien konsequent im Blick, sondern widmet sich auch den karolinischen Aktionsfeldern in Italien (S. 86-91) sowie seinen Verbindungen zur französischen Krone (S. 91-96 u. 97-111) und wird somit bereits hier seinem in der Einleitung formulierten Anspruch, Karl IV. als „le plus européen possible“ (S. 18) hervortreten lassen zu wollen, absolut gerecht. Es versteht sich von selbst, dass dabei nicht alle

Abläufe *in extenso* geschildert werden können: Wer sich beispielsweise speziell für die Auseinandersetzungen zwischen Luxemburgern und Wittelsbachern in Tirol (S. 40) oder für das Verhältnis Karls zu seinem jüngeren Halbbruder Wenzel (S. 78/79) interessiert, wird nicht umhinkommen, entsprechende Spezialliteratur hinzuzuziehen.

Teil II der Monographie – *Régner* – vertieft die Darstellungen aus dem vorangegangenen Block, indem er sie um die Perspektive des konkreten Regierungsstils und der Herrschaftsinstrumente Karls IV. erweitert. Sukzessive ergründet Pierre Monnet hier die Voraussetzungen der karolinischen Herrschaft in räumlicher, rechtlicher, personaler und struktureller Hinsicht und zeigt, welcher gestalterischen Mittel sich der Souverän inmitten dieser Bedingungen bediente, um Herrschaft auszuüben. Vorgestellt werden zunächst die verschiedenen Herrschaftskomplexe unter Karls Oberhoheit und deren politisch-rechtliche Ausgangslage (S. 117-134), sodann der Umgang des Königs mit symbolischen Elementen (Namen, Titel, Siegel, Kronen, S. 135-147), die Heiratspolitik Karls IV. (S. 147-151), die Handhabung von Delegation (S. 157-159), die Rolle der königlichen Kanzlei, von Beratern und Finanziers für die Herrschaft des Luxemburgers, das Spannungsfeld spätmittelalterlicher (Königs-)Herrschaft zwischen Präsenz und Absenz, zwischen sich ausbildenden Residenzen und dem für das Heilige Römische Reich typischen Reisekönigtum (S. 167-181) sowie Karls Verfahrensweisen mit Blick auf die Städte (S. 183-198). Auf diese Weise entsteht ein anschauliches, auch einer geschichtsinteressierten Laienleserschaft zugängliches Bild von den unterschiedlichen Facetten der karolinischen Herrschaftspraxis.

Der dritte und letzte große Teilabschnitt der Biographie – *Durer* – befasst sich im weiteren Sinne mit Bildern von Karl IV. und dem Überdauern des Herrschers über seine eigene Lebenszeit hinaus. Zwei der drei Großkapitel dieses Sektors widmen sich dem intendierten Andenken, d.h. dem vom König bzw. Kaiser selbstgestalteten Erinnerungsbild, indem sie Schriften, Reliquien (S. 209-234) und Portraits (S. 235-275) des Luxemburgers als imageprägende Elemente analysieren. Welch besonderen Stellenwert die „Macht der Bilder“ für die Herrschaft Karls IV. einnahm, hat bereits Ferdinand Seibt seinerzeit erkannt und in seiner Karl-Biographie aus dem Jahr 1978 hervorgehoben. Pierre Monnet hat diesen Aspekt auf der Basis einer Fülle neuerer einschlägiger Untersuchungen erheblich ausbauen können. Dies gilt ebenso für das Kapitel *Le roi des autres* (S. 277-314), das die Wahrnehmung und Inanspruchnahme des Monarchen beginnend zu seinen Lebzeiten bis hin zum 20. Jahrhundert – zwangsläufig selektiv – auf 37 Seiten skizziert und damit der Rezeptionsebene deutlich mehr Aufmerksamkeit schenkt, als frühere Biographen ihr beigemessen haben. Das Erzeugen von Bildern und Erinnerungen fokussieren darüber hinaus auch zwei jeweils am Ende des ersten und zweiten Teils eingeflochtene „Zwischenspiele“, die Karls letzten Aufenthalt in Paris sowie seine Begräbnisfeierlichkeiten in Prag aus einer kulturgeschichtlichen Perspektive untersuchen.

Charles IV. Un empereur en Europe ist durchwegs in eingängiger Sprache verfasst und durch den verwendeten Endnotenstil übersichtlich gehalten. Die bewusste Entscheidung des Verfassers gegen eine rein chronologische Darstellung (S. 19) steht dem Lesefluss dabei keineswegs entgegen. In den Text integrierte Abbildungen sowie vielfach eingelassene, ins Französische übertragene Quellenauszüge erhöhen die

Anschaulichkeit. Die Zugänglichkeit wird zudem in Form eines knapp 70-seitigen Anhangs (S. 325-394), einschließlich eines Stammbaums der Luxemburger, Kartenmaterials zum Europa Karls IV., zu Prag im Jahr 1400 und zum Itinerar des Herrschers sowie eines chronologischen Abrisses der wichtigsten Ereignisse im sogenannten ‚langen Jahrhundert der Luxemburger‘, optimiert. Als benutzerfreundlich erweist sich insbesondere auch das beigegebene Personen- wie Ortsregister.

Pierre Monnet ist es gelungen, Karl von Luxemburg und seine Zeit greifbar werden zu lassen, ohne dabei eine fehlgehende bruchlose Lebens- und Wirkensgeschichte zu suggerieren. Vielmehr demonstriert der Mediävist, der uns „non pas un seul mais plusieurs Charles IV“ (S. 19) zu präsentieren beabsichtigte, durch die von ihm gewählte Herangehensweise *par excellence* den Konstruktcharakter von Geschichte. Indem Monnet einen Karl IV. zwischen Individuation, Selbstdarstellung, externer Bedeutungszuweisung und nachträglicher Sinnstiftung zeichnet, löst er sein eingangs erhobenes Postulat nach einer erforderlichen „pluralité de perspectives“ (S. 19) bravourös ein. Eine ähnlich vielschichtige Aufarbeitung ist auch Karls Sohn Wenzel zu wünschen, der viel zu oft noch im Schatten des vermeintlich übermächtigen Vaters betrachtet wird und dringend einer modernen Biographie bedürfte, die seiner Herrscherpersönlichkeit und seines Herrschaftsstils gerecht würde.

Christa Birkel (München)

Institut Grand-Ducal, Actes de la Section des Sciences Morales et Politiques, volume XXIV, Luxembourg 2021 ; 409 p.; ISBN 978-99959-926-7-5; 15 €.

Es gibt wohl nicht viele Staaten, deren Ursprungsdatum unter Historiker umstritten ist. Für die Gründung des Großherzogtums Luxemburg standen sich bislang zwei Thesen gegenüber: 1815 durch den Wiener Kongress oder erst 1839 durch den Londoner Vertrag. Die im späten 20. Jahrhundert vorherrschende, auch von Gilbert Trausch vertretene Meinung war, dass 1815 der Wiener Kongress einen Staat geschaffen hatte, der Mitglied des Deutschen Bundes werden sollte. Wilhelm I., König der Niederlande, dem die Souveränität über das Großherzogtum anvertraut wurde, habe den Vertrag aber nicht umgesetzt, sondern Luxemburg widerrechtlich als 18. Provinz der Vereinigten Niederlande behandelt und als solche in deren Grundgesetz eingeschrieben. Die eigentliche Staatswerdung Luxemburgs sei daher mit der Teilung des Großherzogtums infolge der belgischen Revolution von 1830 im Londoner Vertrag von 1839 anzusetzen. Dieses Datum wurde sowohl 1939 als auch 1989 und 2014 entsprechend gefeiert. Demgegenüber machte der Rezensent 2014 in der Festrede zum 175. Jahrestag der staatlichen Unabhängigkeit auf die Bedeutung der Wiener Beschlüsse von 1815 aufmerksam, die immerhin Staatsgrenzen international bindend festlegten.

Damit wurde eine historiografische Debatte lanciert, die 2015 bei einer Tagung zur Bedeutung des Wiener Kongresses für die Großregion von Guy Thewes aufgegriffen wurde¹. Im Unterschied zu seinen Vorgängern hatte er die Akten zum Wiener Kongress

1 THEWES, Guy, 1815 – Wie das Großherzogtum Luxemburg entstand, in: FICKERS, Andreas/FRANZ, Norbert/

im Detail gelesen und kam zum überzeugenden Schluss, dass die in Wien versammelten Vertreter der europäischen Herrscherhäuser das Großherzogtum keineswegs als Staat gründen wollten. Diese These wiederholte der Historiker (S. 55-85) bei einer Konferenz, die am 29. September 2020 gemeinsam von der politikwissenschaftlichen und der historischen Sektion des großherzoglichen Instituts organisiert worden war und deren Tagungsband (auf Französisch) nunmehr vorliegt und den ich in der hier gewählten Reihenfolge zu lesen empfehle. Thewes stellt anhand ausgiebiger Quellenzitate erneut dar, wie es dank eines britischen Vorschlags dazu kam, dass ein Großherzogtum Luxemburg dem König der Niederlande zuerkannt wurde als Kompensation für die hessischen Besitzungen des Hauses Nassau, so dass Preußen mit dem Zugewinn nur eines Teils des Herzogtums Sachsen (und altluxemburgischer Gebiete in der Eifel) zufriedengestellt werden konnte. Für seine These, dass keine Staatsbildung für Luxemburg intendiert war, führt er als Argument an, dass die Souveränität an die Person gebunden war und die anderen Signatarmächte zu keinem Augenblick die Einverleibung Luxemburgs in die Vereinigten Niederlande infrage stellten. Die Sonderstellung Luxemburgs als Großherzogtum habe nur seine Beziehungen zum Deutschen Bund betroffen und auch der Niederrhein sei mit dem Titel eines Großherzogtums Teil Preußens geworden, ohne eigene Staatswerdung. Während Thewes der traditionellen Luxemburger Geschichtsschreibung eine teleologische Sicht vorwirft, betont er, dass die Wiener Konzeption durchaus auf älteren Vorstellungen aus dem 17. und vor allem 18. Jahrhundert beruhe.

Michel Erpelding, Experte für internationales Recht, bestätigt seinerseits, dass Staat nur eine politische Gemeinschaft sein kann, die sich selbst regiert und imstande ist, internationale Verträge abzuschließen (S. 87-102). Wohl gibt es in der Wiener Schlussakte einzelne Formulierungen, die Luxemburg als eigenen Staat definieren lassen (ein klar umschriebenes Territorium, was für den Niederrhein nicht der Fall war; andere Sukzessionsordnung als für die Niederlande; Mitgliedsstaat des Deutschen Bundes), doch die Praxis zeige, dass keine Staatsgründung intendiert war. Luxemburg übte zwischen 1815 und 1830 keine staatliche Autorität aus. Im Unterschied zu anderen Territorien, wie etwa Hannover, wird das auch in keiner Weise von der Wiener Schlussakte gefordert. Das Statut Luxemburgs sei eher mit dem des Herzogtums Holstein im «Dänischen Gesamtstaat» vergleichbar. Luxemburgs Staatswerdung sei daher erst auf die 1830er-Jahre zurückzuführen, als der König der Niederlande selbst die Wiener Schlussakte in Reaktion auf die belgische Revolution anders zu interpretieren begann und dem Großherzogtum – das allerdings auf die Hauptstadt beschränkt war – eine eigene Verwaltung zuerkannte. Der internationale Vertrag vom 19. April 1831, der die Selbständigkeit Belgiens anerkannte, trug dem Rechnung und legte neue Grenzen für das Großherzogtum fest, bloß wurde dieser Vertrag nicht vom König-Großherzog akzeptiert. Daher erfolgte die Staatswerdung Luxemburgs erst mit dem Londoner Vertrag von 1839, in dessen Folge die Luxemburger Behörden nun auf dem gesamten Staatsgebiet eine staatliche Autorität ausüben konnten und auch internationale Verträge abschlossen, den ersten am 27. Juni 1839.

LAUX, Stephan (Hg.), *Repression, Reform und Neuordnung im Zeitalter der Revolutionen. Die Folgen des Wiener Kongresses für Westeuropa* (Luxemburg-Studien, 15), Berlin u.a. 2019, S. 77-101.

Dieser Sichtweise widerspricht der Verfassungsrechtler Luc Heuschling, der die Debatte in die Rechtstheorie einbettet (S. 13-54). Er verwirft die verbreitete These, dass Luxemburg eine Schöpfung des internationalen Rechts sei, aber auch Thewes' Hypothese eines dualistischen Staatsmodells, dem zufolge Luxemburg als Mitglied im Deutschen Bund ein Staat gewesen sei, als niederländische Provinz aber keine Merkmale eines Staates gehabt habe. Hingegen erkennt er Thewes' Dekonstruktion der Usurpationsvorwürfe, die lange Zeit dem König-Großherzog gemacht wurde, an. Heuschling betont aber, dass Wilhelm I. selbst und sein Gouverneur Willmar erst 1830 plötzlich, mit Berufung auf die Wiener Schlussakte, von zwei unterschiedlichen Souveränitäten zu sprechen begannen, also eine Zwei-Staaten-Theorie einführen (um Belgien jedes Recht auf Luxemburg streitig zu machen). Diese Ansicht setzte sich dann sowohl bei den Juristen (Paul Eyschen, Pierre Majerus, Albert Wehrer) als auch bei den Historikern durch.

Während Thewes kein Alternativdatum für die Luxemburger Staatswerdung vorschlägt, macht Heuschling im Unterschied zu Erpelding das Datum des 1. Januar 1831 stark für den Beginn einer Luxemburger Eigenstaatlichkeit. Der Londoner Vertrag von 1839 enthalte nämlich keine Bestimmung betreffend die interne Souveränität des Großherzogtums, sondern nur solche über die neue Grenzziehung. Hingegen schaffe das königliche Dekret vom 31. Dezember 1830 Recht, und zwar Staatsrecht, auch wenn dieser Staat umständehalber nur aus der Stadt Luxemburg bestand. Die zu bildende Regierung sei nach Artikel 2 und 3 zuständig für alle Belange des Großherzogtums, somit auch für internationale Beziehungen – eine Kompetenz, die Wilhelm I. in Artikel 6 dann namens des Großherzogtums an das Königreich der Niederlande übertrug. Dieser Staatsgründung habe der Londoner Vertrag von 1839 auch Rechnung getragen, da er Eigentumsfragen an der Grenze zwischen den beiden als bestehend vorausgesetzten Staaten regelte. Der Londoner Vertrag habe bloß das Staatsgebiet ausgedehnt und den Wirkungsgrad des Staates auf internationaler Ebene verstärkt. Offen lässt Heuschling die Frage, ob diese Staatsbildung von 1830/31 tatsächlich auf den Wiener Vertrags von 1815 zurückgeht und somit eine Schöpfung des internationalen Rechts war, oder ob sie auf einem staatsinternen Willensakt basiert. Die Antwort verspricht er in einem Buch über die ungeschriebene, erste Verfassung Luxemburgs von 1830/31.

Es besteht kein Zweifel, dass die drei Vorträge einen gewichtigen Beitrag zu einer fundamentalen Debatte der Luxemburger Verfassungsgeschichte darstellen. Auf ihre Fortsetzung darf man gespannt sein.

Der Band enthält darüber hinaus Artikel über Anpassungsstrategien an den Kleinstaat aus der Sicht der Volkswirtschaft (Michel Wurth), der Medizin (Guy Berchem) und des Rechts (André Prüm) (S. 103-170) sowie ein umfangreiches Dossier über Covid-19 und die von der Pandemie aufgeworfenen philosophischen, rechtlichen, sozialen und wirtschaftlichen Fragen (S. 171-391).

Michel Pauly

Claude VANDIVINIT, Evakuatioun a Frankräich. Mee-August 1940, Lëtzebuerg: Unioun vun de Lëtzebuenger Resistenzler a.s.b.l., 2021; 370 S.; ISBN: 978-2-9199686-0-2; 35 €.

An de fréie Moiesstonne vum 10. Mee 1940 iwwerfalen déi däitsch Truppen d'Groussherzogtem: parallel zum Amarsch vun de Panzerdivisiounen bréngen d'Fliger vum *Luftlandekommando Hedderich* däitsch Zaldoten an de Süde vum Land, wou si strategesch Positioune besetzen an d'Stroosse blockéieren. D'Awunner vun de Südgemenge geroden tëscht d'Fronten. Fir de Bombardementer duerch däitsch Fligeren an duerch déi franséisch Artillerie op der Maginot-Linn z'entkommen, gesinn si sech gezwongen hir Wunnengen stënterlech ze verloossen an entweder Richtung Norden oder - wéi dat fir déi meescht de Fall ass - iwwert d'Grenz a Frankräich ze flüchten. Bannent kierzester Zäit passéiere ronn 49.000 Refugiéen d'Grenz - verschiddener mam Auto oder mam Bus, anerer zu Fouss oder mam Velo. Déi meescht vun hinne kommen an Zentral- a Südfrankräich ënner - haaptsächlech an den Départementer Saône-et-Loire an Hérault - wou si mat der Ënnerstëtzung vu franséischen a lëtzebuergeschen Instanze versichen, am Exil iwwert d'Ronnen ze kommen. De Rapatriement ka réischt am August an d'Weeër geleet ginn a verleeft - genau wéi d'Evakuatioun - a villen Hisiichte chaotesch an onkoordinéiert.

Et sinn d'Erlebnisser vun de Lëtzebuenger Refugiéen, während den dräi Méint vun der Evakuatioun bis zum Rapatriement, déi de Claude Vandivinit a senger Monographie ënnert d'Lupp hëllt. Och wa scho virun him aner Chercheuren d'Evakuatioun vu 1940 ënnersicht hunn, huet de Sujet bis ewëll wéineg Interessi ervirgeruff. Dës fréi Affer vum Zweete Weltkrich ginn an der kollektiver Erënnerung dacks vergiess, obschonn ëmmerhi ronn een Drëttel vun der Bevëlkerung betraff war.¹ De Claude Vandivinit liwwert mat senger rezenter Etüd bei Wäitem déi détailléiertst an ëmfangräichst Beschreiwung vun dëser Episod zënter dem Jacques Dollar senger Publikatioun aus dem Joer 1990.²

D'Buch setzt schonn am September 1938 un, wéi d'Regierung an d'Gemengen éischt Dispositiounen fir de Krichsfall treffen. Zënter der däitscher Annexioun vum Sudetenland a virun allem zënter der Invasioun vu Polen dat Joer dono, huet sech och Lëtzebuerg ëmmer méi op ee militäreschen Iwwerfall agestellt. Tatsächlech war schonn 1938 een Evakuierungsplang ausgeschafft ginn, dee virgesinn hat d'Awunner aus der Minettgéigend an d'Eisleck an an den Zentrum ëmzesidelen. Eng Evakuatioun a Richtung Frankräich hätt d'Regierung Bech net envisagéiert, well – sou vermutt de Claude Vandivinit – d'Lëtzebuenger Politiker net géint d'Konditiounen vun der Neutralitéit verstousse wollten. Well den Duerchgang an d'Banneland no der Landung vun de Fligertruppen awer net méi méiglech war, konnt dësen Evakuatiounsplang net ëmgesat ginn an d'Gemengenautoritéiten hu missen improviséieren fir de Gros vun den Awunner mat Hëllef vun der franséischer Arméi am Hexagon ënnerzebréngen. Dass d'Lëtzebuenger Regierung den Dag virdrun d'Land schonn zesumme mam Haff verlooss hat ouni Instruktiounen ze hannerloossen, huet d'Situatioun net vereinfacht.

1 Zu de ronn 49.000 Refugiéen, déi a Frankräich geflücht sinn, muss ee nach déi 45.000 Lëtzebuenger dobäizieleen, déi bannent de Grenzen evaküiert goufen.

2 DOLLAR, Jacques, *L'exode des Luxembourgeois sur les routes de France en mai 1940*, Luxembourg 1990.

A Frankräich entsti séier Strukturen, fir de Lëtzebuerger ënnert d'Ärem ze gräifen, si ze registréieren an ze logéieren, d'Allocatiounen ze verdeelen an hinnen eng Beschäftegung ze fannen. Vill Lëtzebuerg kommen an der Landwirtschaft an den Asaz, ronn 600 ginn och gezwongen, entweder an der Industrie oder un der Front bei der *Ligne Chauvineau* no bei Paräis Aarbechten fir d'Arméi ze verrichten - een Aspekt vum Krich, dee bis ewell wéineg ënnersicht ginn war.

De Claude Vandivinit abordéiert all méiglech Aspekter vum Lëtzebuerger Exodus – vum Accueil an den Interaktiounen mat der lokaler Bevëlkerung, iwwert d'Finanzéierung vun der Flüchtlingshëllef bis hin zu de militäresche Requisitionen an der mëssgléckter Grënnung vun enger Lëtzebuerger Legioun. Hie geet op d'Leeschungen an Erfolleger vun de verschiddenen Instanzen an, déi sech fir d'Lëtzebuerger Flüchtlingen asetzen - notamment de franséische Staat an déi concernéiert Gemengen, d'Lëtzebuerger Exilregierung an déi vun hir désignéiert Kommissären, d'Gewerkschaften an d'Patronat souwéi de Klerus a karitativ Veräiner – virun allem d'Rout Kräiz. Hie beliicht awer och d'Kommunikatiounsproblemer tëscht dësen Akteuren an d'Konflikter, déi ze spiere sinn. Dobäi constatéiert hien, dass d'Exilregierung net ëmmer op der Héicht vun hire Responsabilitéiten ass a vill Lëtzebuerger sech vun de Politiker am Stach gelooss fillen - besonnesch wéi d'Ministeren sech no der franséischer Kapitulation eng zweete Kéier a Sécherheet bréngen ouni Instruktiounen ze hannerloossen.

D'Buch ass an zwee Deeler geglidert. Den éischten Drëttel dréint ronderëm d'Erliefnisser vum Josy Vandivinit, dem Papp vum Claude Vandivinit, deen den 10. Mee alleng bis op Chassigny-sous-Dun geflücht ass an seng Erënnerungen an engem Tagebuch festgehal huet. Extraiten aus dem Tagebuch gi vum Claude Vandivinit unhand vun Erklärungen an ee méi breede Kontext gesat. Fir seng Recherchen ze vervollstännegen huet den Auteur déi eenzel Etappen vun sengem Papp sengem Fluchtweg zréckverfollegt, ass d'Uertschaften, déi am Tagebuch ernimmt ginn, selwer besiche gaang, huet Lokalhistoriker an d'lokal Bevëlkerung kontaktéiert an an de Bestänn vun de Gemengenarchiver a Frankräich gefuerscht. Duerch seng grëndlech Recherchen konnt hien fréier Fuerschungsergebnisser vervollstännegen an nei Erkenntnisser iwwert den Alldag vun de lëtzebuergesche Flüchtlingen un den Dag leeën. Villes wat den Auteur an dësem Deel vum Buch behandelt, gräift schonn op den Inhalt vum zweeten Deel vir, wat zu etleche Widderhuelungen a Verweiser féiert. Den zweeten Deel geet nämlech iwwert d'Eenzelschicksal vum Josy Vandivinit eraus an analyséiert déi allgemeng Ëmstänn vun der Evakuatioun, dem Exil an dem Rapatriement vun de Krichsrefugiéierten aus Lëtzebuerg. Och wann dem Josy Vandivinit seng Erliefnisser den Ausgangspunkt vum Auteur seng Fuerschunge sinn, hätt d'Struktur vum Buch vläicht dovu profitéiert, wann d'Tagebuch am Ofschluss behandelt gi wier, souzesoen als Fallbeispill vun deem wat an der méi allgemenger Analys beschriwwen gëtt. Doriwwer eraus ass och ze bedauern, dass de Claude Vandivinit just ausgewielten Extraiten vum Tagebuch publizéiert huet amplaz d'Manuskrift a senger Vollständegkeet ze reproduzéieren. Schued ass och, dass d'Manuskrift kenger kritescher Quellenanalys ënnerzu gouf: Wéini, ënnert wéi enge Konditiounen, op wéi engem Material an zu wéi engem Zweck ass d'Tagebuch geschriwwen ginn? Ass den Text während dem Exil entstan oder réischt nom Rapatriement? Ass et, falls et

nodréiglech geschriwwen gouf, op Basis vu Notten oder aus den Erënnerungen eraus zesummegeallt ginn? Huet de Josy Vandivinit Korrekturspuren hannerlooss, déi eis vläicht eppes iwwert den Entstehungsprozess verroden?

Dës Lacunë sinn a Wierklechkeet awer niewesächlech. Zwar gëtt de Claude Vandivinit an der Introduktioun zou, kee geléierten Historiker ze sinn, mä seng Etüd kann sech duerchaus mat der wëssenschaftlecher Literatur moossen. Den Auteur stellt kritesch Froen, etabléiert Zesummenhäng, vergläicht mat aneren zäitgenësseschen Témoignagen, analyséiert d'Donnéen op eng sachlech Manéier a scheit sech net, op Kontroversen anzegoen. Fir ee méiglechst komplett Bild ze kréien a seng Aussoen z'ënnermauern huet hie net just Quellen aus Lëtzebuergesch, mä och aus franséischen Archiver erugezunn. Interviewe mat Zäitzeien souwéi eng zolidd Lëscht u rezenten a manner rezente Sekundärquellen ergänzen seng eege Recherchen.

Éischter ongewinnt ass de Choix vun der Sprooch. Bicher op Lëtzebuergesch - a besonnesch wëssenschaftlecher - bilde weiderhinn eng Ausnam, wat e. a. dorop zeréckzeféieren ass, dass de schrëftleche Gebrauch vum Lëtzebuergesch eréischt zënter Kuerzem promovéiert a standardiséiert gëtt an dass souwuel d'Lieserschaft wéi d'Auteuren sech mat der Sprooch nach schwéier dinn. Och hei ass dem Chercheur ze félicitéieren, dass hien sech an engem kloeren a präzise Stil ausgedrécken weess, deen ni schwéierfällig oder laangotmech gëtt. Bleift just ze hoffen, dass de Choix vun der Sprooch de Geschichtsinteressierten net dovun ofhält, dem Claude Vandivinit säi Buch z'entdecken an ze liesen.

Mo Hamdi

Marc SCHOENTGEN, Arbeiten unter Hitler. NS-Sozialpolitik, Deutsche Arbeitsfront und Herrschaftspraxis im besetzten Luxemburg am Beispiel der Schwerindustrie 1940-1944 (Luxemburg – Studien, 16), Berlin: Peter Lang Internationaler Verlag der Wissenschaften, 2021; 686 S.; ISBN 978-3-631-78045-9; 49,95€.

Die nun im Druck vorliegende Dissertation (Universität Luxemburg 2017) von Marc Schoentgen füllt eine große Lücke in der Forschung zum Zweiten Weltkrieg in Luxemburg. Standen bisher (seit 1980) die deutsche Besatzungspolitik und die Frage der Kollaboration sowie der Holocaust im Mittelpunkt von historischen Analysen¹, so kann es nur verwundern, dass die Frage nach der Arbeitswelt und der deutschen Sozialpolitik im *de facto* annektierten Luxemburg noch keine Forscher gereizt hatte, insbesondere da mit dem Archiv der Schwerindustrie (ARBED) seit vielen Jahren umfassende Unterlagen einer Analyse harreten. Mit der Aufarbeitung der Aktivitäten der

1 Eine Ausnahme bildet die Publikation von Hans-Erich Volkmann, der auf der Basis der von Emile Krier zusammengestellten Dokumentation, nach dessen frühzeitigem Tod, «eine politische Wirtschaftsgeschichte 1933-1944» unter dem Titel «Luxemburg im Zeichen des Hakenkreuzes» veröffentlichte (Paderborn 2010). Insbesondere die Kapitel V, VI und VII bringen eine erste Analyse von Fragen, die auch Marc Schoentgen angeht.

„Deutschen Arbeitsfront“ in Luxemburg hat Schoentgen ein weiteres „heißes Eisen“ angefasst, das bisher alle Historiker, die sich um die Geschichte der luxemburgischen Gewerkschaften bemüht haben, außen vorgelassen haben. Besonders hervorzuheben ist dazu die chronologische Ausdehnung der Analyse sowohl in die dreißiger als auch bis zum Ende der vierziger Jahre („zwei spannungsgeladene Jahrzehnte“ S. 621).

Die Arbeit von Schoentgen ist die unabdingbare Ergänzung aller bisherigen Studien zu Luxemburg im Zweiten Weltkrieg. Die politische Gleichschaltung der Bevölkerung als Vorbedingung für die Annexion des Landes ist unvollständig dargestellt, wenn man die durch die DAF kontrollierte Arbeitswelt und die nationalsozialistische Sozialpolitik nicht berücksichtigt.

Der „Arbeitseinsatz“ sowohl der deutschen Bevölkerung als auch der Populationen der besetzten Gebiete sollten für den Kriegseinsatz und den erwarteten Endsieg mobilisiert werden. Selbst in der rassistischen Vernichtungspolitik spielte die „Arbeitsfähigkeit“ der Opfer eine entscheidende Rolle.

In fünf thematischen Kapiteln untersucht Schoentgen die NS-Sozialpolitik in Luxemburg (S. 49-158), die Zerschlagung der luxemburgischen Gewerkschaften (S. 159-215), das Industriegebiet im Kanton Esch, (S. 217-235), die Deutsche Arbeitsfront (S. 239-466) sowie den Arbeitsalltag unter der Besatzung (S. 467-617).

1940 wurde die luxemburgische Sozialverfassung durch die nationalsozialistische Ordnung ersetzt, was in Luxemburg nicht so ohne Weiteres akzeptiert wurde, da vielfach nur Versprechungen gemacht wurden, die in der Nachkriegszeit verwirklicht werden sollten.

So wie in Deutschland 1933 die Zerschlagung der Gewerkschaften schon sehr früh erfolgte, ging Gauleiter Simon auch in Luxemburg dazu über, Gewerkschaften und Berufsverbände in die DAF zu integrieren, wobei selbst denjenigen Gewerkschaftlern, die sich zur Kollaboration entschlossen, kaum Mitgestaltungsmöglichkeiten geboten wurden. Einen geschlossenen Widerstand der Gewerkschaften gab es auch nicht, weil man auf das rücksichtslose Vorgehen der DAF nicht vorbereitet war. Die Entmachtung und anschließende Liquidierung mit Hilfe des Stillhaltekommissars erfolgte in wenigen Monaten. Schoentgen arbeitet hier als Erster die „Arbeit“ des Stillhaltekommissars am Beispiel der Gewerkschaften heraus. Es gelang aber dem Gauleiter nicht, die Arbeiter und Angestellten auch innerlich für sich zu gewinnen. Nach der Befreiung des Landes erstanden die „alten“ luxemburgischen Organisationen wieder, die an die Zeit vor der Besatzung anknüpfen. Vehementen Widerstand gab es gegen die Gründung einer „Einheitsgewerkschaft“, da man darin zu sehr die DAF zu sehen glaubte.

Im kurzen 3. Kapitel geht Schoentgen auf das „Land der Roten Erde“ im Kalkül der Nazis ein. Auch hier kann er nachweisen, dass viel versprochen, letztendlich aber wenig realisiert wurde. Bei einer Analyse der Bevölkerung wäre wohl ein Hinweis auf die starke Einwanderung aus dem Deutschen Reich während der Industrialisierung am Ende des 19. Jahrhunderts, aber auch nach dem 1. Weltkrieg nützlich gewesen.

Mehr als 260 Seiten widmet Schoentgen dann der „Deutschen Arbeitsfront“. Er zeigt den schnellen Aufbau der DAF, die zur zahlenmäßig größten NS-Organisation in Luxemburg wurde. Ihre unzähligen Mitarbeiter, insbesondere auf lokaler Ebene, trugen mit dazu bei, dass die Kontrolle über die Bevölkerung, die ja schon durch die „Volksdeutsche Bewegung“ (VdB) und den Sicherheitsdienst (SD) geleistet wurde, noch engmaschiger wurde. Obschon die Mitgliedschaft in der DAF (von Ausnahmen abgesehen) nicht freiwillig erfolgte, sahen die aus den Reihen der Gewerkschaften und der VdB rekrutierten „kleinen Leute“ ihre Mitarbeit als weniger politisch an als die Mitgliedschaft in SA, SS oder NSDAP. Das Vorbild der Vorgesetzten und „Patrons“ brachte viele Arbeiter und Angestellte dazu, diesem zu folgen. Doch auch von den Betriebsführern erwartete man, dass sie „Bevormundung und verordnete Maßnahmen von Staat und Partei“ (S. 67) in ihren Betrieben akzeptierten.

Das Winterhilfswerk (WHW), das von der Nationalsozialistischen Volkswohlfahrt (NSV) organisiert wurde, sollte den Gedanken der „Volksgemeinschaft“ konkret umsetzen. Die Ergebnisse der Sammlungen zeigen jedoch, dass die Luxemburger von der Propaganda nicht überzeugt waren. Die Mitgliedschaft in der NSV, die ab 1942 verstärkt gefordert wurde, hatte dadurch einen gewissen Erfolg, dass viele Luxemburger diese Mitgliedschaft als weniger politisch ansahen als z.B. in der VdB oder der NSDAP (S. 81). Im Bereich der sozialen Fürsorge (z.B. Mutter und Kind, Reichserholungswerk, Volksbildungswerk, Berufserziehungswerk) war ein gewisser Erfolg zu verzeichnen, doch sind die rassistischen Auswahlkriterien überall sichtbar.

Die Streiks als Folge der Einführung der Wehrpflicht zeigen dann überdeutlich, dass die DAF mit ihrer Politik eigentlich gescheitert war. 1943 und 1944 waren Jahre des stetigen Niedergangs.

Die Wirtschaftsunternehmen der DAF werden so dargestellt, als ob es dabei nur um die Übernahme des Vermögens der Gewerkschaften gegangen wäre. Die DAF nutzte die Gelegenheit jedoch auch, um andere Immobilien, so z.B. die Abtei Clerf, zu einem Schleuderpreis vom Stillhaltekommissar zu erwerben, um hier später eine „Adolf-Hitler-Schule“ unterzubringen.

Der Arbeitsalltag, dargestellt am Beispiel der ARBED-Werke, war geprägt vom verstärkten Einsatz von Frauen, ab 1942 von Zwangsarbeitern (ukrainische Ostarbeiter(innen), sowjetische Kriegsgefangene, belgische Dienstverpflichtete). In diesen Jahren kam auch ein zunehmender Widerstand unter der Arbeiterschaft zum Ausdruck. Wie schon bei der Kollaboration sind auch beim Widerstand die Motivationen nur schwer zu ergünden, weil schriftliche Quellenbelege fehlen.

Mit fast 700 Seiten liegt eine umfangreiche Studie vor, die wegen ihres Umfangs wohl nicht allzu viele Leser anziehen wird, was aber zu bedauern ist, denn hier wird vielfach die „Geschichte der kleinen Leute (Arbeiter)“ dargestellt und verständlich gemacht. Lag bisher der Akzent der Geschichtsanalyse auf dem Bürgertum (Stadt Luxemburg) und zum Teil auf der agrarischen Welt, so wird hier eine zusätzliche Komponente der Luxemburger Gesellschaft sichtbar.

Der starke Band hätte mit einem Index (Personen, Orte, Stichwörter) an Lesbarkeit gewonnen, aber das Buch wäre noch umfangreicher geworden. Der Rezensent weiß, dass die Original-Dissertation mit zahlreichen Fotos zusätzlich dokumentarisch angereichert war, aber deren Reproduktion hätte ebenfalls den Rahmen des Buches gesprengt. Vielleicht ließe sich ein Fotoband zu „Arbeiten unter Hitler“ als Ergänzung vorstellen. Immerhin hat die NS-Propaganda es nicht versäumt, einige Bildbände, z.B. „Stahl aus Luxemburg,“ herauszubringen.

Quellenverzeichnis und Literaturverzeichnis (Stand 2017) zeigen, welch solide dokumentarische Basis für dieses Werk erarbeitet wurde. Die Aussagen stehen auf festem Untergrund. Im Kapitel „Perspektiven für die weitere Forschung“ führt Schoentgen zahlreiche Bereiche an, die noch einer Analyse und Darstellung harren, bevor eine vollständige Gesellschaftsgeschichte Luxemburgs im Zweiten Weltkrieg vorliegt. In diesem Sinne ist Schoentgens Arbeit nicht nur der gelungene Abschluss eines grundlegenden Forschungsvorhabens, sondern auch Anreiz und Aufforderung zur Weiterführung der Forschungen zum Zweiten Weltkrieg in Luxemburg.

Paul Dostert

Marc SCHOENTGEN, Arbeiten unter Hitler. NS-Sozialpolitik, Deutsche Arbeitsfront und Herrschaftspraxis im besetzten Luxemburg am Beispiel der Schwerindustrie 1940-1944 (Luxemburg – Studien, 16), Berlin: Peter Lang Internationaler Verlag der Wissenschaften, 2021; 686 S.; ISBN 978-3-631-78045-9; 49,95€.

Marc Schoentgens Monographie über Luxemburg während der NS-Besatzungszeit ist spannend und bietet eine Reihe interessanter Einsichten. Wichtig ist die Studie bereits deshalb, weil das Großherzogtum – so unbedeutend es mit seinen knapp 300.000 Einwohnern damals, oberflächlich betrachtet, scheinen mag – ein aufschlussreiches Beispiel für die ‚innere Kolonisation‘ des NS-„Großdeutschen Reiches“ gewesen ist: Die Luxemburger galten als ‚deutsch‘, nicht als „fremdrassig“. Sie sollten als „großdeutsche Volksgenossen“ in die „Volksgemeinschaft“ des avisierten Tausendjährigen Reiches integriert werden. In germanozentrierter Perspektive war das Großherzogtum kein „Ausland“, zumal es (bei gleichzeitig enger Bindung an die Niederlande) dem Deutschen Bund angehört hatte und nach einer wechselvollen Geschichte erst Mitte des 19. Jahrhunderts selbständig geworden war. Unter diesem Aspekt ist der von 1940 bis 1944 von den Deutschen besetzte kleine Staat an der Westgrenze des „Altreichs“ den Sudeten und Österreich, aber auch Elsass, Lothringen sowie den in NS-Perspektive ebenfalls „rassisch eng verwandten“ Niederlanden sowie dem flämischen Teil Belgiens vergleichbar. Nicht zuletzt deshalb ist die empirisch gehaltvolle Untersuchung auch perspektivisch ein wichtiges Puzzleteil, um die Ähnlichkeiten und die Differenzen der ‚inneren Kolonisation‘ Nazi-Deutschlands, der Eingliederung der ab 1935 (Saarland) bzw. ab 1938 in das „Großdeutschen Reich“ unmittelbar eingezogenen europäischen Länder, vergleichend herauszuarbeiten.

Das mit knapp 700 eng bedruckten Seiten recht umfängliche Buch ist übersichtlich in fünf große Kapitel gegliedert. Dem Abschnitt „NS-Sozialpolitik“ folgt „die Zerschlagung Gewerkschaftsbewegung“ sowie ein relativ kurzes Kapitel über das „Land der roten Erde“, als das hochindustrialisierte Luxemburg zeitgenössisch auch bezeichnet wurde. Das vierte und mit 230 Seiten längste Kapitel sowie das fünfte und ebenfalls umfängliche Kapitel („Arbeiten im Krieg“) thematisieren beide die Deutsche Arbeitsfront (DAF) und deren Politik in Luxemburg. Bereits das kann als Indiz dafür gewertet werden, dass der größten und mitgliederstärksten NS-Massenorganisation eine zentrale Bedeutung für die betrieblichen Arbeitswelten im okkupierten und dem benachbarten NSDAP-Gau Moselland unter Gustav Simon angegliederten Luxemburg zukam. Sie sollte die Bevölkerung des Fürstentums gesellschaftlich ‚assimilieren‘ und zu einem integralen Bestandteil des übermächtigen Nachbarstaats machen.

Folgt man Schoentgen, gelang es dem Okkupationsregime nicht, die Luxemburger zu „großdeutschen Volksgenossen“ zu machen. Das wirft die Frage nach dem ‚Warum‘ sowie zahlreiche ‚Folgefragen‘ auf: Wie erlebten die Luxemburger die Besatzungsherrschaft, wie das ‚Arbeitseinsatz‘-Regime der Deutschen? Wie gelang es der Besatzungsverwaltung mit „verhältnismäßig wenig Personal“ (S. 21) das kleine Land knapp vier Jahre lang zu beherrschen? Wer hatte in Luxemburg eigentlich das Sagen: die verschiedenen Institutionen der Reichszentralgewalt in Berlin (und München) – oder NSDAP-Gauleiter Simon? Die Antwort auf die letzte Frage ist ziemlich eindeutig und entspricht dem, was sich ab 1938/39 auch in anderen besetzten Regionen beobachten lässt: Es waren die „Gaufürsten“ (die Hitler schon 1934 zu den entscheidenden Instanzen seines Reichs zu machen versprach) und die „Vizekönige“ im NS-Europaimperium, die sich tendenziell zu Autokraten verselbständigten. Sie fühlten sich letztlich nur Hitler verantwortlich und ‚emanzipierten‘ sich weitgehend von den Zentralen im Reich.

Da Schoentgen die DAF ins Zentrum seiner Darstellung stellt, seien im Folgenden zu dieser mitgliederstärksten NS-Massenorganisation und ihren Aktivitäten im Staat zwischen Deutschland und Frankreich, der wegen seines Eisenerzes und seiner Eisen- und Stahlindustrie für die deutsche Kriegswirtschaft von erheblicher Bedeutung war, einige der wichtigsten Ergebnisse der Studie angedeutet: Zwar gehörten der Arbeitsfront seit 1941 knapp 60.000 Luxemburger an. Ähnlich wie im Reich, wo im November 1939 die Zwangsmitgliedschaft auch nominell eingeführt wurde, konnte sich indes auch im kleinen Fürstentum niemand einer Mitgliedschaft entziehen, wollte er nicht gravierende Nachteile in Kauf nehmen; wie die Sozialabgaben wurden die DAF-Beiträge gleich von den Lohnbüros abgezogen. Eher erstaunlich ist die mit 6.712 große Anzahl an „Betriebsführern“ (Unternehmenseigner, hohe Manager, aber auch Handwerksmeister), die der Arbeitsfront direkt angehörten (S. 243f.). Im Reich war dagegen relativ eine deutlich kleinere Zahl von „Betriebsführern“ unmittelbar in der Arbeitsfront organisiert. Dort war die große Mehrheit lediglich ‚korporativ‘, also nur nominell der Arbeitsfront angeschlossen – über die Reichswirtschaftskammer, die sich ihrerseits wiederum faktisch zu einem der großen politischen Kontrahenten der DAF entwickelte.

Ein singuläres Ereignis und ein Wendepunkt der Okkupationsgeschichte war der luxemburgische Arbeitskampf Anfang September 1942. Er mag zwar nach formalen Kriterien nicht als Generalstreik gelten; faktisch kam er jedoch einem ‚Flächenbrand‘

streikähnlicher Massenverweigerungen der Arbeiter wohl der meisten Betriebe gleich. Auslöser war die Einführung der ‚allgemeinen Wehrpflicht‘ auf deutscher Seite auch für alle männlichen Luxemburger. Tatsächlich war das offenbar nur der letzte Tropfen, der das Fass zum Überlaufen brachte. Verdeckte resistente Bewegungen ließen sich in vielen Unternehmen, so Schoentgen, vielerorts schon vorher beobachten (vgl. z.B. S. 589). Hintergrund waren die Veränderungen auf den europäischen Schlachtfeldern, die das Nazi-Regime in eine strategische Defensive zwangen: Schon lange vor ‚Stalingrad‘ war die Wende für Wehrmacht und NS-Regime erkennbar, spätestens seit der verlorenen Schlacht um Moskau sowie dem Kriegseintritt der USA Ende 1941. Ab September 1942 wurden im Rahmen der ‚Friedenswirtschaft zu Kriegszeiten‘ Hunderte Fremdarbeiter – vor allem Ostarbeiter beiderlei Geschlechts, außerdem (seit April 1943) belgische Arbeitskräfte – sowie sowjetische Kriegsgefangene auch in der luxemburgischen Industrie eingesetzt. Folgt man der Darstellung Schoentgens waren solidarische Aktivitäten der Luxemburger für Ostarbeiter und sowjetische Kriegsgefangene weiter verbreitet als im Reich (S. 592ff.)

Die Luxemburger selbst wurden als „Volksdeutsche“ nicht zu „Fremdarbeitern“ – auch real-historisch nicht: Wie Hitlers „Vizekönigen“ in anderen Regionen des NS-Europaimperiums gelang es Simon, „seine“ Luxemburger vor dem Zugriff Fritz Sauckels als dem Generalbevollmächtigtem für den Arbeitseinsatz und damit vor dem Abtransport in die Industrie des „Altreichs“ zu schützen; der Industriestandort Luxemburg war zu wichtig für die deutsche Kriegswirtschaft. Zusätzlich abgeschirmt vor den Sauckel-Aktionen wurden die Bewohner des Großherzogtums durch „eine Zweckallianz zwischen Luxemburger Industriellen und [die NS-]Gauleitung-Zivilverwaltung“ (S. 626) sowie – das wäre zu ergänzen – ab 1943 durch den Rüstungsminister Speer. Sie profitierten auch in dieser Hinsicht „von einem ausgeprägten Gaupartikularismus. Gauleiter Simon wachte in allen politischen und wirtschaftlichen Fragen eifersüchtig darüber, unabhängig von Reichsbehörden und anderen eigentlich übergeordneten Institutionen zu bleiben“ (S. 552).

Was bedeutete dies für die Arbeitsfront, die im Zentrum von Schoentgens Darstellung steht? Spätestens ab Herbst 1942 wurden die sozialpolitischen Kompetenzen und Spielräume für die DAF, die diese als „volksgemeinschaftlicher Dienstleister“ zur sozialpaternalistischen Integration auch der luxemburgischen „Volksgenossen“ prädestiniert hatte, zunehmend eingeengt. Schoentgen zeigt überzeugend, dass die Arbeitsfront – die auch in Luxemburg berüchtigt für Nepotismus und Korruption war – zu einem offenen Repressionsinstrument des Okkupationsregimes wurde. Sie verlor (auch) im Großherzogtum die begrenzte Resonanz, die sie anfangs aufgrund ihrer sozialpolitischen Aktivitäten in Teilen der Arbeitnehmerschaft gefunden hatte. Wie die Streik- und Protestaktionen in den ersten Septembertagen 1942 zeigten, funktionierte die DAF trotz eines beachtlichen Korps an betrieblichen ‚Amtswaltern‘ zudem nicht einmal ansatzweise als Frühwarnsystem; sie wurde von den Ereignissen vollständig überrascht (bes. S. 276, 351, 426 ff.). Die rabiate Unterdrückung der Streikbewegung und die brutale Verfolgung vermeintlicher ‚Rädelsführer‘ ließen die ohnehin schwache Basis des Regimes und der Arbeitsfront weiter erodieren – ohne dass es allerdings zu erneuten größeren Streiks oder gar aufstandsähnlichen Bewegungen kam.

Dass sich die DAF und auch deren Suborganisation „Kraft durch Freude“ (KDF) anscheinend zu keinem Zeitpunkt tiefer in der luxemburgischen Arbeitnehmerschaft verankern konnten, hätte durch einen systematischeren Vergleich mit dem „Altreich“ vielleicht noch stärker herausgearbeitet werden können. Die Ende 1933 gegründete Freizeit-, Bildungs- und Urlaubsorganisation KDF konnte mit ihren sozialpolitischen Versprechungen unter den reichsdeutschen (und in Grenzen auch den österreichischen) Arbeitnehmern deshalb breiteren Anklang finden, weil den vollmundigen Ankündigungen auch einige Taten folgten; man denke nur etwa an die Aktivitäten des KDF-Amtes Reisen, Wandern, Urlaub (mit den propagandistisch ausgeschlachteten Auslands- und Seereisen sowie den weit zahlreicheren preiswerten ‚Wochenendtrips‘) und das „Bad der Zwanzigtausend“ in Prora, dessen eindrucksvolle Ruinen sich heute noch auf der Ostseeinsel Rügen besichtigen lassen. In Luxemburg, seit Mai 1940 besetzt, hatten KDF und DAF überhaupt nicht die Zeit, ihre – nur den „arischen“ und politisch konformen „Volksgenossen“ vorbehaltenen – Lockangebote voll zu entfalten. Im Unterschied zum Reich gewannen die sozialen Versprechungen Leys und seiner Entourage dort zu keinem Zeitpunkt den Anschein der Realitätstüchtigkeit. Sie blieben im Großherzogtum, trotz anfänglich großangelegter Freizeit- und Sportangebote von KDF, ‚soziale Demagogie‘ (resümierend: S. 623).

Wie im Reich eignete sich die Arbeitsfront auch in Luxemburg Grundstücke, Immobilien und Unternehmen (meist Genossenschaften) der Gewerkschaften und kleinen Hilfskassen der Lohnabhängigen an. Ausführlich und mit empirisch reichhaltigem Material widmet sich Schoentgen vor diesem Hintergrund der Frage, wie sich das komplexe Unternehmensgeflecht im Besitz der Arbeitsfront in Luxemburg verankern konnte. In enger Kooperation mit dem vom NSDAP-Gauleiter Simon eingesetzten Stillhaltekommissar wurde das Vermögen der Luxemburger Arbeitnehmerorganisationen überwiegend „nach Berlin, in die [zentrale] Vermögensverwaltung der Arbeitsfront oder eine der ihr angegliederten Wirtschaftsunternehmen“ (S. 289) transferiert. Welche Rolle die einzelnen DAF-Unternehmen in dem kleinen Fürstentum während der Besatzungszeit gespielt haben, nimmt Schoentgen ebenfalls genau unter die Lupe. Sein Resümee geht dahin, dass diese einerseits von ihrer Nähe zum NS-Regime profitierten, andererseits jedoch ohne nachhaltigen Einfluss auf den luxemburgischen Markt blieben. Das hatte verschiedene Gründe. Für die im Besitz der DAF befindliche „Bank der Deutschen Arbeit“, seit 1942 noch vor der Commerzbank im Zweiten Weltkrieg das drittgrößte Geldhaus im Reich, und deren limitierte Bedeutung in Luxemburg waren zwei Faktoren wichtig: „die Traditionsbanken verfügten über bessere Verbindungen als die Nazi-Bank“, ein Phänomen, das sich nicht nur für Luxemburg beobachten lässt; zum anderen bevorzugte der NS-Gauleiter Simon „das Modell der Kreissparkassen“ – ein weiterer Hinweis darauf, dass Hitlers „Vizekönige“ selbst in den Randregionen des „Großdeutschen Reiches“ oft mehr Macht besaßen als die in Berlin ansässigen Zentralorgane des Regimes und auch die mächtigen NS-Massenorganisationen. Um sich diese zu erhalten, stärkten sie ökonomisch regionale ‚Eigengewächse‘ und bremsten reichsdeutsche Konzerne. Auch hier kann man allerdings nicht generalisieren; der Gaupartikularismus konnte

auch Berliner Großunternehmen zugutekommen. So zeigt Schoentgen, dass die ebenfalls zum DAF-Wirtschaftsimperium gehörende „Volksfürsorge“ als die nach der Allianz zweitgrößte deutsche Lebensversicherung in Luxemburg auch deshalb erfolgreicher war als etwa im Elsass und in Lothringen, weil sie von den regionalen NS-Funktionsträgern unterstützt wurde (S. 317f., 322).

Viele Ergebnisse Schoentgens können nicht überraschen, etwa dass die Aktivitäten der von den Reichstreuändern der Arbeit für die einzelnen Unternehmen berufenen Vertrauensräte „nicht viel mehr als ein Marionettentheater“ waren; diese blieben völlig abhängig von den „Betriebsführern“ und besaßen keine soziale Basis in den Belegschaften. Aufschlussreich sind dagegen andere Ergebnisse: z.B., dass „Okkupationserrungschaften“ (Hans-Erich Volkmann) etwa im Bereich der Kranken- und Rentenversicherung – die zwischen Januar 1941 und September 1944 nur „arischen“ Luxemburgern zugute kamen – nach 1944/45 beibehalten wurden (resümierend: S. 149). Das kontrastiert mit Entwicklungen im Nachkriegs-Westdeutschland; dort wurde ziemlich ungebrochen an die Bismarck'schen Traditionen des Sozialstaats bis 1933 angeknüpft – statt an eine rassistisch aufgeladene ‚Bürgerversicherung‘ für deutsche ‚Volksgenossen‘, wie die DAF sie plante und seit 1941/42 propagierte.

Rezensenten sollen kritisieren. Mir sind – neben wenigen, bei so umfänglichen Darstellungen wohl unvermeidlichen Redundanzen – vor allem zwei eher untergeordnete Aspekte aufgefallen: zum einen die These Schoentgens, Luxemburg sei der erste „ganze Staat“ gewesen, der in „das ‚Dritte Reich‘ integriert“ wurde (S. 644). Tatsächlich war die Republik Österreich der erste Staat, den das NS-Imperium in Gänze schluckte, konkret: dessen staatliche und gesellschaftliche Strukturen es zerschlug, um es in das „Großdeutsche Reich“ eingliedern zu können. Nicht korrekt ist außerdem die Feststellung, dass „die Ostarbeiter in die DAF aufgenommen wurden und damit beitragspflichtig waren“ (S. 565): Die Arbeitsfront stand nur Deutschen und „Volksdeutschen“ offen; nur sie waren Mitglieder der „Betriebsgemeinschaften“. Die „Ostarbeiter“ hatten – für die „soziale Betreuung“ (ein sprachlicher Zynismus), die die DAF ihnen angedeihen ließ – Abgaben in der Höhe der für Deutsche üblichen DAF-Beiträge zu zahlen. Andere wenige Kritikpunkte sind formaler Natur: „Arisierung“ als NS-Bezeichnung für die rücksichtslose Ausraubung der als ‚Juden‘ rassistisch stigmatisierten Menschen sollte stets in Anführungszeichen gesetzt werden. Vermisst habe ich bei dieser materialreichen Untersuchung außerdem wenigstens ein Namensregister.

Ob die Renaissance der 1941 zerstörten Gewerkschaften nach 1944/45 als starkes Indiz dafür gewertet werden kann, dass „die überwiegende Mehrheit der Arbeiter und Angestellten ihren Verbänden verbunden blieb“ (S. 625), wäre kritisch zu hinterfragen: ‚Wiederauferstanden‘ ist die gewerkschaftliche Arbeiterbewegung ja auch im „Altreich“, nicht nur wenn man an die ab 1946/47 von den Alliierten ‚von oben‘ wieder eingesetzten, aus dem Exil zurückgekehrten Gewerkschaftsfunktionäre, sondern auch an die zahlreichen städtischen Antifa-Ausschüsse und Gewerkschaftsneugründungen ‚von unten‘ denkt. Sie können in West- und Ost-Deutschland ebenfalls als Indikator

dafür genommen werden, dass es den Nazis in den zwölf Jahren ihrer Herrschaft nicht gelang, sämtliche Arbeiter ideologisch und ‚mental‘ gleichzuschalten. Gleichwohl dürften die Zerstörung der sozialistischen Arbeitermilieus ab 1933 und überhaupt jeglicher autonomer Kommunikationsstrukturen nicht folgenlos gewesen sein. Denn die Arbeiterschaft wurde mit Aufstiegsversprechen, einer durchaus attraktiven, allerdings rassistisch überformten, scheinbar egalitären Freizeit- und Tourisuskultur sowie manchen andere ‚Errungenschaften‘ der Nazis vor 1945 verkoppelt – die in der benachbarten Bundesrepublik der Massenkonsum- und scheinbar „nivellierte Mittelstandsgesellschaft“ (Schelsky) den Weg bereiteten. Auch an den Luxemburger Arbeitnehmern dürften die glücklicherweise ‚nur‘ gut viereinhalb Besatzungsjahre nicht so ganz spurlos vorbeigegangen sein. Zu untersuchen wäre z.B., ob die Unterschichtung der einheimischen luxemburgischen Belegschaften ab 1942 mit Fremd-, vor allem Ostarbeitern nicht Überlegenheitsgefühle stimuliert hat, die den Umgang mit ‚Gastarbeitern‘ seit den fünfziger Jahren geprägt haben (wie dies m. E. für die Bundesrepublik gilt).

Wichtig ist der Hinweis Schoentgens, „dass es in Luxemburg an modernen Verwaltungsgeschichten fehlt“. Herrschaft baut auf Verwaltung auf. Die Veränderung von ‚Verwaltung‘, also der Behördenstrukturen sowie der administrativen Kompetenzzuweisungen ab 1941, aber auch z.B. die Rolle von regionalen und überregionalen Sonderkommissaren, wäre gerade für die Okkupationszeit vergleichend noch genauer zu untersuchen: Für viele Besatzungsregime ab 1938/39 lässt sich beobachten, dass die regionalen Machthaber den Behörden nicht ein wie auch immer geartetes ‚NS-Modell‘ einfach übergestülpt haben. Meist kam es zu einer eigenartigen und spezifischen Melange aus im „Altreich“ entwickelten NS-Strukturen und den vorgefundenen, je regionalen Traditionen. Verwaltungsgeschichtlich wäre neben einem diachronen Vergleich (vor 1940 und nach 1944, wie bei Schoentgen) mithin auch der synchrone Vergleich aufschlussreich. Schoentgens Forderung in diesem Zusammenhang, die transnationalen Dimensionen weiter auszuleuchten – und sei es auch ‚nur‘ räumlich überschaubar, etwa beim Grenzverkehr mit den benachbarten Regionen (S. 636) –, ist nachdrücklich zu unterstützen. Seine überaus spannende Studie zu vielen bis dato unbekannten Aspekten der allgemeinen NS- wie der besonderen Luxemburger Geschichte verweist insofern auch darauf, dass der historischen Forschung (nicht nur) über das Großherzogtum das ‚Futter‘ auch künftig nicht ausgehen dürfte.

Rüdiger Hachtmann (Berlin)